

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contacts médias :

(Berlin) Sarah Tyler
Tel: +49 30 3438 2061/19, Fax: +49 30 3470 3912,
Email: press@transparency.org

(Londres) Jeff Lovitt/Susan Côté-Freeman
Tel: +44 207 981 0345



<http://www.transparency.org>

Otto-Suhr-Allee 97-99,
10585 Berlin, Allemagne
Tel: +49-30-3438 2061
Fax: +49-30-3470 3912

Transparency International Indice de perceptions de la corruption 2003



<http://www.transparency.org>

Transparency International Secretariat
Otto-Suhr-Allee 97-99,
10585 Berlin,
Germany
Tel: +49-30-3438 2010
Fax: +49-30-3470 3912
ti@transparency.org

À propos de TI:

Transparency International, fondée en 1993, est la plus grande organisation internationale non

Neuf pays en développement sur dix ont un besoin urgent de soutien pratique pour lutter contre la corruption, souligne le nouvel Indice

L'Indice de perceptions de la corruption 2003 de Transparency International représente les niveaux de corruption dans 133 pays. Sept pays sur dix atteignent un score de moins de 5 sur 10 tandis que cinq pays en développement sur dix obtiennent un score de moins de 3 sur 10

Londres, le 7 octobre 2003 --- « Les pays riches doivent apporter un soutien pratique aux gouvernements des pays en développement qui démontrent avoir la volonté politique de mettre un frein à la corruption, et les pays qui ont au départ un haut niveau de corruption ne devraient pas être pénalisés, car ce sont eux qui ont le plus besoin de soutien », a déclaré aujourd'hui Peter Eigen, président de Transparency International (TI), à l'occasion de la publication de l'Indice de perceptions de la corruption (IPC) 2003.

« Le nouvel IPC met en lumière des niveaux élevés de corruption aussi bien dans de nombreux pays riches que dans des pays plus pauvres, d'où la nécessité absolue pour les pays industrialisés de faire respecter les conventions internationales visant à mettre un frein à la corruption pratiquée par les sociétés internationales et pour les entreprises privées de s'acquitter de leurs obligations aux termes de la Convention de lutte contre la corruption de l'OCDE, à savoir cesser de soudoyer les fonctionnaires dans le monde entier », a souligné Peter Eigen. Mais, a-t-il continué, « neuf pays en développement sur dix atteignent un score inférieur à 5 sur 10 (« 10 » représentant l'absence de corruption) dans l'IPC 2003 de TI. Leurs gouvernements doivent mettre en place des stratégies axées sur les résultats pour combattre la corruption, mais ces pays ont également un besoin urgent de soutien pratique adapté aux besoins particuliers de leurs stratégies nationales de lutte contre la corruption. »

Pour que ces stratégies soient couronnées de succès, « un tel soutien doit aller de paire avec un engagement de la communauté internationale à confier à la société civile la surveillance de la mise en œuvre de ces stratégies, » a déclaré Peter Eigen, qui a ensuite réitéré que « les pays bailleurs de fonds et les institutions financières internationales devraient adopter une position plus ferme en cessant d'accorder un soutien financier aux gouvernements corrompus et en plaçant sur liste noire les sociétés internationales prises en flagrant délit de versement de pots-de-vin à l'étranger. »

« Sept pays sur dix atteignent un score de moins de 5 sur 10 dans l'IPC 2003 de TI, indice qui reflète les niveaux de corruption perçus parmi les politiques et les fonctionnaires dans 133 pays, a expliqué Peter Eigen. Cinq pays en développement sur dix obtiennent moins de 3 sur 10, ce qui traduit un haut niveau de corruption. » L'IPC annuel, publié aujourd'hui par TI, la plus grande organisation internationale non gouvernementale vouée à la lutte contre la corruption dans le monde entier, reflète la perception des milieux d'affaires, des universitaires et des analystes de risques, à la fois nationaux et non-nationaux. Les travaux statistiques ont été coordonnés par le professeur Johann Graf Lambsdorff, Ph.D., de l'université Passau en Allemagne, avec les conseils d'un groupe de spécialistes internationaux.

La corruption est perçue comme endémique au Bangladesh, au Nigeria, en Haïti, au Paraguay, au Myanmar, au Tadjikistan, en Géorgie, au Cameroun, en Azerbaïdjan, en Angola, au Kenya et en Indonésie, pays obtenant un score inférieur à 2 dans le nouvel indice. Les pays obtenant un score supérieur à 9, et qui sont donc perçus comme ayant un très faible niveau de corruption, sont des pays riches, à savoir la Finlande, l'Islande, le Danemark, la Nouvelle-Zélande, Singapour et la Suède.

Peter Eigen a indiqué certains changements mis en lumière dans l'IPC. « Compte tenu des données provenant des mêmes sources utilisées pour l'indice, des améliorations sont notées par rapport à l'Indice de l'an dernier dans des pays comme l'Autriche, la Belgique, la Colombie, la France, l'Allemagne, l'Irlande, la Malaisie, la Norvège et la Tunisie. La situation s'est détériorée dans des pays comme l'Argentine, le Bélarus, le Chili, le Canada, Israël, le Luxembourg, la Pologne, les États-Unis et le Zimbabwe. »

« On constate aujourd'hui, dans de nombreux pays, un sérieux engagement politique envers la lutte contre la corruption, a déclaré Rosa Inés Ospina Robledo, vice-présidente de TI, dans une allocution prononcée aujourd'hui à Bogota, en Colombie. Dans ces pays, il est essentiel d'avoir le soutien international, en particulier en ce qui concerne la transparence dans les contrats publics, pour poser de solides fondations permettant d'éliminer la corruption au sein du gouvernement et des services publics. Les sociétés du secteur privé doivent tout particulièrement assumer la pleine responsabilité de leurs actes dans leurs pays et à l'étranger, et prendre les mesures d'urgence qui s'imposent pour mettre fin au versement de pots-de-vin. Pour que ceci se matérialise, TI et les sociétés du secteur privé ont collaboré à l'élaboration d'une série de Principes pour contrer la corruption dans le secteur privé, qui encouragent la formation en matière de lutte contre la corruption et l'établissement de codes de conduite au sein des sociétés. TI a également mis en application des Pactes d'intégrité contre le versement de pots-de-vin lors de la passation de contrats publics. »

« Nous pourrions commencer à combler le fossé qui existe entre les pays en développement et les pays riches, fossé qui était si évident au sommet de l'OMC à Cancun au Mexique, le mois dernier, a fait savoir Peter Eigen, si l'OMC entame des négociations sur un accord-cadre multilatéral sur la Transparence dans la passation de marchés publics. Les pays moins développés ont tout intérêt à adopter des mesures de transparence dans les contrats publics, car ce sont leurs faibles ressources qui sont en jeu. La pauvreté continuera à s'aggraver si l'on ne parvient pas à contenir la corruption dans les marchés publics. »

« L'IPC d'aujourd'hui fait ressortir que ce n'est pas seulement dans les pays pauvres que la corruption progresse, a souligné Laurence Cockcroft, président de TI (R.-U.), à Londres aujourd'hui. La corruption atteint des niveaux alarmants dans les pays européens comme la Grèce, l'Italie, et dans les pays potentiellement riches en pétrole comme le Nigeria, l'Angola, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Libye, le Venezuela et l'Irak. »

« Pour renverser cette situation et pour que le citoyen ordinaire ait accès à la richesse en pétrole de son pays, TI en collaboration avec d'autres ONG fait campagne pour que les sociétés pétrolières internationales publient ce qu'elles versent aux gouvernements et aux sociétés pétrolières nationales. Cela permettra aux citoyens et aux organisations de la société civile de pays comme le Nigeria, l'Angola, l'Irak, l'Indonésie et le Kazakhstan de se faire une meilleure idée des revenus gouvernementaux, a ajouté Laurence Cockcroft, membre du Conseil d'administration international de TI, et de pouvoir demander à leur gouvernement de rendre des comptes lorsque les deniers publics ne servent pas à améliorer les ressources publiques insuffisantes mais sont par contre gaspillés dans des projets futiles onéreux ou disparaissent dans les comptes bancaires offshore secrets de responsables politiques et de fonctionnaires. »

« Les partis politiques, les tribunaux et la police sont les trois domaines où les réformes sont les plus nécessaires, selon le Baromètre mondial de la corruption de TI, sondage réalisé auprès du grand public dans 48 pays et publié en juillet 2003, a fait savoir Laurence Cockcroft. Cela indique un sérieux manque de confiance en nos dirigeants à l'échelle mondiale. »

L'IPC 2003 publié aujourd'hui est un indice composite basé sur des sondages qui reflètent la perception des milieux d'affaires, des universitaires et des analystes de risques, tant résidents que non-résidents. Publié pour la première fois en 1995, l'IPC de cette année se fonde sur 17 enquêtes réalisées par 13 organismes indépendants. L'IPC dont les enquêtes ont été soumises à TI entre 2001 et 2003 ne comprend que les pays qui ont fait l'objet d'au moins trois enquêtes. « Il est important de souligner que l'IPC 2003, même s'il porte sur 133 pays, ne représente qu'un instantané, a précisé Peter Eigen. Il n'existe pas de données suffisantes sur d'autres pays, dont un grand nombre présentent sans doute un niveau de corruption très élevé. »

L'IPC 2003 vient compléter l'Indice de corruption des pays exportateurs (ICPE) qui porte sur la propension des sociétés des principaux pays exportateurs à verser des pots-de-vin aux fonctionnaires des pays émergents. L'ICPE 2002, publié le 14 mai 2002, a révélé des niveaux élevés de corruption parmi les entreprises de Russie, de Chine, de Taïwan et de la Corée du Sud, celles-ci étant suivies de près par les entreprises d'Italie, de Hong Kong, de Malaisie, du Japon, des États-Unis et de France, alors qu'un grand nombre de ces pays ont signé la Convention sur la lutte contre la corruption de l'OCDE, qui rend illégale la corruption de fonctionnaires étrangers.

« La Convention de l'OCDE est entrée en vigueur en 1999, mais il n'y a eu jusqu'à présent aucune poursuite devant les tribunaux des 35 pays signataires, a fait savoir Peter Eigen. Les gouvernements de ces pays ont, à l'égard des pays en développement, l'obligation de faire enquête sur les sociétés relevant de leur compétence qui versent des pots-de-vin et d'intenter des poursuites contre celles-ci. Les pots-de-vin et autres mesures visant à soudoyer les fonctionnaires et les responsables politiques nuisent aux perspectives de développement durable des pays les plus pauvres. »

Pour plus de détails sur l'IPC 2003 de TI, visiter le site : <http://www.transparency.org/cpi/index.html#cpi>

Contacts médias pour l'IPC 2003

Berlin: Sarah Tyler
Tel: +49 30 3438 2061/19
Email: press@transparency.org

R.-U.: Jeff Lovitt/Susan Côté-Freeman
Tel: +44-207 981 0345/0347

Autres informations techniques sur

l'IPC

Prof. Dr Johann Graf Lambsdorff
(conseiller de TI et directeur des
travaux statistiques sur l'IPC)
Université Passau, Allemagne
Tel: +49-851-509 2551

Lang du pays	Pays	Score du PCI 2003	Enquêtes utilisées	Écart type	Marge haut-bas
	Finlande	9.7	8	0.3	9.2 - 10.0
	Islande	9.6	7	0.3	9.2 - 10.0
	Danemark	9.5	9	0.4	8.8 - 9.9
	Nouvelle-Zélande	9.5	8	0.2	9.2 - 9.6
	Singapour	9.4	12	0.1	9.2 - 9.5
	Suède	9.3	11	0.2	8.8 - 9.6
	Pays-Bas	8.9	9	0.3	8.5 - 9.3
	Australie	8.8	12	0.9	6.7 - 9.5
	Norvège	8.8	8	0.5	8.0 - 9.3
	Suisse	8.8	9	0.8	6.9 - 9.4
	Canada	8.7	12	0.9	6.5 - 9.4
1	Luxembourg	8.7	6	0.4	8.0 - 9.2
	Royaume-Uni	8.7	13	0.5	7.8 - 9.2
4	Autriche	8.0	9	0.7	7.3 - 9.3
	Hong Kong	8.0	11	1.1	5.6 - 9.3
5	Allemagne	7.7	11	1.2	4.9 - 9.2
7	Belgique	7.6	9	0.9	6.6 - 9.2
3	Irlande	7.5	9	0.7	6.5 - 8.8
	États-Unis	7.5	13	1.2	4.9 - 9.2
2	Chili	7.4	12	0.9	5.6 - 8.8
	Israël	7.0	10	1.2	4.7 - 8.1
1	Japon	7.0	13	1.1	5.5 - 8.8
3	France	6.9	12	1.1	4.8 - 9.0
	Espagne	6.9	11	0.8	5.2 - 7.8
5	Portugal	6.6	9	1.2	4.9 - 8.1
5	Oman	6.3	4	0.9	5.5 - 7.3
7	Bahrein	6.1	3	1.1	5.5 - 7.4
	Chypre	6.1	3	1.6	4.7 - 7.8
3	Slovénie	5.9	12	1.2	4.7 - 8.8
2	Botswana	5.7	6	0.9	4.7 - 7.3
2	Taiwan	5.7	13	1.0	3.6 - 7.8
2	Qatar	5.6	3	0.1	5.5 - 5.7
3	Estonie	5.5	12	0.6	4.7 - 6.6
	Uruguay	5.5	7	1.1	4.1 - 7.4
5	Italie	5.3	11	1.1	3.3 - 7.3
	Koweït	5.3	4	1.7	3.3 - 7.4
7	Malaisie	5.2	13	1.1	3.6 - 8.0
	Émirats arabes unis	5.2	3	0.5	4.6 - 5.6
3	Tunisie	4.9	6	0.7	3.6 - 5.6
2	Hongrie	4.8	13	0.6	4.0 - 5.6
1	Lithuanie	4.7	10	1.6	3.0 - 7.7
	Namibie	4.7	6	1.3	3.6 - 6.6
3	Cuba	4.6	3	1.0	3.6 - 5.5
	Jordanie	4.6	7	1.1	3.6 - 6.5
	Trinidad-et-Tobago	4.6	6	1.3	3.4 - 6.9
5	Belize	4.5	3	0.9	3.6 - 5.5
	Arabie saoudite	4.5	4	2.0	2.8 - 7.4
3	Maurice	4.4	5	0.7	3.6 - 5.5
	Afrique du Sud	4.4	12	0.6	3.6 - 5.5
	Costa Rica	4.3	8	0.7	3.5 - 5.5
2	Grèce	4.3	9	0.8	3.7 - 5.6
	Corée du Sud	4.3	12	1.0	2.0 - 5.6
3	Bélarus	4.2	5	1.8	2.0 - 5.8
	Bésil	3.9	12	0.5	3.3 - 4.7
4	Bulgarie	3.9	10	0.9	2.8 - 5.7
	République Tchèque	3.9	12	0.9	2.6 - 5.6
7	Jamaïque	3.8	5	0.4	3.3 - 4.3
	Lettonie	3.8	7	0.4	3.4 - 4.7
	Colombie	3.7	11	0.5	2.7 - 4.4
3	Croatie	3.7	8	0.6	2.6 - 4.7
	El Salvador	3.7	7	1.5	2.0 - 6.3
	Pérou	3.7	9	0.6	2.7 - 4.9
	Slovaquie	3.7	11	0.7	2.9 - 4.7
4	Mexique	3.6	12	0.6	2.4 - 4.9
	Pologne	3.6	14	1.1	2.4 - 5.6

Notes explicatives

On trouvera une description plus détaillée de la méthodologie utilisée pour calculer l'IPC 2003 sur les sites : <http://www.transparency.org/cpi/index.html#cpi> ou : www.gwdg.de/~uwww

Le score IPC 2003

fait référence à la perception du degré de corruption tel que le ressentent les milieux d'affaires, les universitaires et les analystes de risques. Il s'étend de 10 (haut niveau de probité) à 0 (haut niveau de corruption).

Les enquêtes utilisées

font référence au nombre d'enquêtes réalisées pour évaluer la performance d'un pays. Au total, 17 enquêtes réalisées par 13 organismes indépendants ont été utilisées et, avant d'inclure un pays dans l'IPC, celui-ci devait avoir fait l'objet d'un minimum de trois enquêtes.

L'écart type

indique les différences dans les valeurs données par les diverses sources : plus l'écart est grand, plus la perception diffère d'une source à l'autre.

La marge haut-bas

fournit les valeurs les plus élevées et les plus basses données par les différentes sources.

Pays	2003	utilisées	Ecart type	haut-bas
Chine	3.4	13	1.0	2.0 - 5.5
Panama	3.4	7	0.8	2.7 - 5.0
Sri Lanka	3.4	7	0.7	2.4 - 4.4
Syrie	3.4	4	1.3	2.0 - 5.0
Bosnie-Herzégovine	3.3	6	0.7	2.2 - 3.9
Répub. Dominicaine	3.3	6	0.4	2.7 - 3.8
Égypte	3.3	9	1.3	1.8 - 5.3
Ghana	3.3	6	0.9	2.7 - 5.0
Maroc	3.3	5	1.3	2.4 - 5.5
Thaïlande	3.3	13	0.9	1.4 - 4.4
Sénégal	3.2	6	1.2	2.2 - 5.5
Turquie	3.1	14	0.9	1.8 - 5.4
Arménie	3.0	5	0.8	2.2 - 4.1
Iran	3.0	4	1.0	1.5 - 3.6
Liban	3.0	4	0.8	2.1 - 3.6
Mali	3.0	3	1.8	1.4 - 5.0
Palestine	3.0	3	1.2	2.0 - 4.3
Inde	2.8	14	0.4	2.1 - 3.6
Malawi	2.8	4	1.2	2.0 - 4.4
Roumanie	2.8	12	1.0	1.6 - 5.0
Mozambique	2.7	5	0.7	2.0 - 3.6
Russie	2.7	16	0.8	1.4 - 4.9
Algérie	2.6	4	0.5	2.0 - 3.0
Madagascar	2.6	3	1.8	1.2 - 4.7
Nicaragua	2.6	7	0.5	2.0 - 3.3
Yemen	2.6	4	0.7	2.0 - 3.4
Albanie	2.5	5	0.6	1.9 - 3.2
Argentine	2.5	12	0.5	1.6 - 3.2
Ethiopie	2.5	5	0.8	1.5 - 3.6
Gambie	2.5	4	0.9	1.5 - 3.6
Pakistan	2.5	7	0.9	1.5 - 3.9
Philippines	2.5	12	0.5	1.6 - 3.6
Tanzanie	2.5	6	0.6	2.0 - 3.3
Zambie	2.5	5	0.6	2.0 - 3.3
Guatemala	2.4	8	0.6	1.5 - 3.4
Kazakhstan	2.4	7	0.9	1.6 - 3.8
Moldavie	2.4	5	0.8	1.6 - 3.6
Ouzbékistan	2.4	6	0.5	2.0 - 3.3
Venezuela	2.4	12	0.5	1.4 - 3.1
Vietnam	2.4	8	0.8	1.4 - 3.6
Bolivie	2.3	6	0.4	1.9 - 2.9
Honduras	2.3	7	0.6	1.4 - 3.3
Macédoine	2.3	5	0.3	2.0 - 2.7
Serbie-Monténégro	2.3	5	0.5	2.0 - 3.2
Soudan	2.3	4	0.3	2.0 - 2.7
Ukraine	2.3	10	0.6	1.6 - 3.8
Zimbabwe	2.3	7	0.3	2.0 - 2.7
Congo, Répub. du	2.2	3	0.5	2.0 - 2.8
Equateur	2.2	8	0.3	1.8 - 2.6
Irak	2.2	3	1.1	1.2 - 3.4
Sierra Leone	2.2	3	0.5	2.0 - 2.8
Ouganda	2.2	6	0.7	1.8 - 3.5
Côte d'Ivoire	2.1	5	0.5	1.5 - 2.7
Kyrgyzstan	2.1	5	0.4	1.6 - 2.7
Libye	2.1	3	0.5	1.7 - 2.7
Papouasie N. Guinée	2.1	3	0.6	1.5 - 2.7
Indonésie	1.9	13	0.5	0.7 - 2.9
Kenya	1.9	7	0.3	1.5 - 2.4
Angola	1.8	3	0.3	1.4 - 2.0
Azerbaïdjan	1.8	7	0.3	1.4 - 2.3
Cameroun	1.8	5	0.2	1.4 - 2.0
Géorgie	1.8	6	0.7	0.9 - 2.8
Tadjikistan	1.8	3	0.3	1.5 - 2.0
Myanmar	1.6	3	0.3	1.4 - 2.0
Paraguay	1.6	6	0.3	1.2 - 2.0
Haiti	1.5	5	0.6	0.7 - 2.3
Nigeria	1.4	9	0.4	0.9 - 2.0
Banladesh	1.3	8	0.7	0.3 - 2.2

Notes explicatives

On trouvera une description plus détaillée de la méthodologie utilisée pour calculer l'IPC 2003 sur les sites : <http://www.transparency.org/cpi/index.html#cpi> ou : www.gwdg.de/~uwww

Le score IPC 2003

fait référence à la perception du degré de corruption tel que le ressentent les milieux d'affaires, les universitaires et les analystes de risques. Il s'étend de 10 (haut niveau de probité) à 0 (haut niveau de corruption).

Les enquêtes utilisées

font référence au nombre d'enquêtes réalisées pour évaluer la performance d'un pays. Au total, 17 enquêtes réalisées par 13 organismes indépendants ont été utilisées et, avant d'inclure un pays dans l'IPC, celui-ci devait avoir fait l'objet d'un minimum de trois enquêtes.

L'écart type

indique les différences dans les valeurs données par les diverses sources : plus l'écart est grand, plus la perception diffère d'une source à l'autre.

La marge haut-bas

fournit les valeurs les plus élevées et les plus basses données par les différentes sources.

Qu'est-ce que l'Indice de perceptions de la corruption?

L'indice de perceptions de la corruption (IPC) de TI classe cette année 133 pays en fonction du degré de corruption ressentie comme existant dans les administrations publiques et la classe politique. C'est un indice composite faisant appel à 17 enquêtes et sondages différents, réalisés par 13 organismes indépendants auprès des milieux d'affaires et des analystes de risques-pays, outre autres des enquêtes auprès de la population locale et expatriée. En 2002, l'IPC incluait 102 pays. La forte croissance du nombre de pays inclus vient du fait que des sources plus valides et plus fiables ont été trouvées et peuvent être incorporées.

Comment la corruption est-elle définie aux fins de l'établissement de l'IPC?

L'IPC se concentre sur la corruption dans le secteur public et définit la corruption comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel. Les enquêtes utilisées pour établir l'IPC tendent à poser des questions en rapport avec l'abus d'un pouvoir officiel dans un intérêt personnel, en mettant l'accent, par exemple, sur l'acceptation de pots-de-vin par des fonctionnaires dans le cadre de marchés publics. Les sources ne font pas de distinction entre corruption politique et corruption administrative.

Pourquoi l'Indice de perceptions de la corruption est-il un instrument précieux?

Comme l'IPC découle de 17 enquêtes différentes qui recueillent à la fois la perception des habitants et des expatriés du pays mais aussi des milieux d'affaires, des universitaires et des analystes de risques, il fournit un aperçu de l'opinion des décideurs, qui jouent un rôle majeur en matière d'investissement et de commerce. L'IPC sensibilise davantage le public au problème de la corruption et renforce la pression exercée sur les gouvernements pour qu'ils s'attaquent directement au problème et à l'image négative de leur nation que donne un mauvais classement dans l'IPC.

Quelle est la différence entre l'IPC et le Baromètre mondial de la corruption (BMC) de TI?

L'IPC vise à évaluer les niveaux de corruption dans les pays, tandis que le Baromètre mondial de la corruption (voir le site : <http://www.transparency.org/surveys>) se préoccupe des attitudes du grand public à l'égard des niveaux de corruption. Le BMC s'adresse entre autres aux personnes interrogées dans quelle mesure la corruption touche leur vie personnelle et familiale. Les attitudes peuvent varier considérablement et ne correspondent pas nécessairement aux niveaux de corruption. Dans certains pays, les personnes interrogées peuvent vivre avec des niveaux élevés de corruption alors que d'autres sont sérieusement réoccupées par des niveaux peu élevés de corruption.

Quel est le rôle joué par les exportateurs dans les transactions internationales illicites?

En 14 mai 2002, TI a publié le deuxième Indice de corruption des pays exportateurs (ICPE), qui classait les pays exportateurs en fonction de la propension de leurs entreprises à verser des pots-de-vin. Cet indice peut être consulté sur le site Internet : <http://www.transparency.org/surveys/index.html#bpi>. L'ICPE complète l'IPC et souligne le fait que, dans les transactions commerciales internationales, la corruption implique tant ceux qui donnent que ceux qui reçoivent. Comme l'IPC ne s'intéresse qu'à ces derniers, il ne donne qu'une image incomplète.

Est-il exact de conclure que le pays le plus mal classé est le plus corrompu du monde?

Non. Tout d'abord, le pays le plus mal classé est celui qui est perçu comme le plus corrompu parmi ceux qui sont inclus dans l'indice. L'IPC se base sur des sondages, qui ne sont que des aperçus et reflètent aussi bien des opinions que des expériences. En outre, il existe plus de 200 nations souveraines dans le monde et l'IPC 2003 n'en répertorie que 133.

Pourquoi l'IPC se base-t-il uniquement sur des perceptions?

Il est difficile de fonder des affirmations comparatives sur les niveaux de corruption dans différents pays en se servant de données factuelles rigoureuses, par exemple en comparant le nombre de poursuites judiciaires ou de procès. De telles données sont rares à un pays ne reflètent pas les niveaux réels de corruption mais plutôt l'aptitude de l'appareil judiciaire et/ou des médias à dévoiler la corruption. La seule méthode pour rassembler des données comparatives est donc de se référer à l'expérience et aux perceptions de ceux qui sont le plus directement confrontés aux réalités de la corruption.

Y a-t-il eu des changements dans le choix des groupes sondés pour établir l'IPC de cette année?

La solidité des résultats de l'IPC s'est trouvée renforcée par le fait que l'opinion des populations locales correspondait bien à celle exprimée par les expatriés. Par le passé, les expatriés interrogés appartenaient souvent aux milieux d'affaires occidentaux. L'opinion des pays moins développés semblait insuffisamment représentée. Cela a changé. Au nom de Transparency International, l'institut de sondage Gallup International a fait des sondages auprès des populations des nouvelles économies de marché, en leur demandant d'évaluer la performance de fonctionnaires dans les pays industrialisés. Une approche comparable a été adoptée par Information International. Les résultats de ces sondages sont en étroite corrélation avec d'autres sources, indiquant que l'IPC recueille des perceptions qui sont constantes quelles que soient les conditions culturelles et qui représentent une perspective globale.

Quels sont les critères retenus pour sélectionner les enquêtes utilisées?

La recherche d'excellentes données pour l'IPC et, pour être retenues, ces données doivent être bien documentées et suffisantes pour permettre de juger de leur fiabilité. TI entend s'assurer que les sources utilisées sont d'excellente qualité, que les enquêtes ont été effectuées avec une totale intégrité et que les méthodologies utilisées pour analyser les résultats sont de premier ordre. On trouvera une description plus détaillée de la méthodologie sur laquelle repose l'Indice 2003 sur les sites : <http://www.transparency.org/cpi/index.html#cpi> ou www.gwdg.de/~uwvw. La méthodologie utilisée est passée en revue par un comité directeur constitué des meilleurs experts internationaux en matière de corruption, d'économétrie et de statistiques. Les membres du comité directeur émettent des propositions pour améliorer l'IPC, mais c'est la direction de TI qui prend les décisions finales sur la méthodologie utilisée.

Quels sont les pays inclus dans l'IPC 2003?

TI exige qu'au moins trois sources soient disponibles pour un pays avant de considérer que la base de données est suffisamment forte pour que ce pays soit inclus dans l'IPC. Les pays suivants ont été répertoriés dans l'IPC 2003, alors qu'ils ne l'étaient pas dans l'IPC 2002 : Algérie, Arménie, Bahreïn, Belize, Bosnie-Herzégovine, Congo (République du), Cuba, Chypre, Gambie, Iran, Irak, Koweït, Kirghizstan, Liban, Libye, Macédoine, Mali, Mozambique, Myanmar, Oman, Palestine, Papouasie Nouvelle Guinée, Qatar, Arabie saoudite, Serbie-Monténégro, Sierra Leone, Soudan, Syrie, Tadjikistan, Émirats arabes unis et Yémen.

es pays pour lesquels il n'existe que deux séries de données (et qui ne sont pas conséquent pas inclus) sont : Afghanistan, Antigua-Barbuda, Bahamas, Barbade, Bénin, Bermuda, Îles Cayman, Tchad, Congo (République démocratique du), Dominique, Érythrée, Djibouti, Gabon, Grenade, Guinée-Bissau, Libéria, Macao, Malte, Mongolie, Népal, Niger, Corée du Nord, Rwanda, Seychelles, Somalie, Turkménistan.

es pays ne comportant qu'une seule série de données sont : Andorre, Anguilla, Aruba, Bhoutan, Brunei, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, République centrafricaine, Comores, Djibouti, Timor oriental, Guinée équatoriale, Guyane française, Jamaïque, Martinique, Mexique, Montserrat, Namibie, Nouvelle-Zélande, Ouganda, République tchèque, République dominicaine, République française, République de Sao Tomé-et-Principe, République de Saint-Kitts-et-Nevis, République de Sainte-Lucie, République de Saint-Vincent-et-les Grenadines, République de Suriname, République de Swaziland, République de Togo, République des Îles Vierges.

Est-ce que le score d'un pays constitue une mesure fiable du niveau de corruption perçue dans un pays?

En terme de perceptions de la corruption, l'IPC est un outil de mesure solide. Sa fiabilité diffère cependant selon les pays. Les pays dotés de sources peu nombreuses ainsi que d'une grande différence dans les valeurs issues des sources (comme indiqué par un écart type élevé) expriment une fiabilité moindre de leur score et de leur rang.

Le quand datent les enquêtes utilisées pour l'IPC?

L'IPC est basé sur les données recueillies entre 2001 et 2003. Les niveaux de corruption dans un pays ne peuvent connaître des changements fondamentaux que très lentement, alors que la perception de l'opinion publique est susceptible de changer plus rapidement et d'être influencée par des événements ponctuels. TI a donc décidé de fonder l'IPC sur une moyenne glissante sur trois ans. C'est pourquoi, l'IPC de cette année repose sur des données délivrées exclusivement entre 2001 et 2003.

Quelles sont les sources qui ont contribué à l'évaluation de chaque pays?

Vous trouverez une liste des sources et enquêtes utilisées pour établir l'IPC en dernière page du communiqué de presse. Une liste des sources ayant contribué à l'évaluation de chacun des pays est disponible sur Internet, sous format Excel <http://www.transparency.org/cpi/index.html#cpi> ou sur www.qwdq.de/~uwvw. Ce document fournit également de plus amples informations sur les erreurs types et les intervalles de confiance pour chaque pays.

Peut-on comparer les données d'une année avec celles de l'année précédente?

Toute comparaison doit être basée sur le score du pays et non son rang dans le classement. Le rang d'un pays peut changer tout simplement parce que de nouveaux pays entrent dans l'indice, tandis que d'autres disparaissent. Un score plus élevé signifie que les personnes interrogées ont attribué de meilleures notes, tandis qu'un score plus faible indique que les personnes interrogées ont révisé à la baisse leur perception. Toutefois, la variation d'une année sur l'autre du score d'un pays ne résulte pas uniquement d'un changement dans la perception des performances de ce pays mais également d'une méthodologie et d'échantillons différents. Certaines sources ne sont pas mises à jour et doivent être abandonnées, tandis que de nouvelles sources fiables sont ajoutées. Les personnes interrogées ayant changé et les méthodologies étant légèrement différentes, un changement dans le score d'un pays peut aussi être attribuable au fait que des points de vue différents ont été recueillis et des questions différentes ont été posées. L'Indice fournit essentiellement un aperçu annuel de l'opinion des milieux d'affaires et des analystes de risques plutôt que de se concentrer sur les tendances d'une année à l'autre.

Quels sont les pays dont les scores se sont le plus dégradés de 2002 à 2003?

Comme on l'a déjà dit, la comparaison entre deux années est délicate. Toutefois, dans la mesure où les changements peuvent être attribués à une évolution des résultats des sources individuelles, il est possible d'identifier avec précaution certaines tendances. L'Argentine, le Bélarus, le Chili, le Canada, Israël, le Luxembourg, la Pologne, les États-Unis et le Zimbabwe sont des exemples notables de tendance à la baisse. La chute considérable de leur score n'est pas due à des raisons techniques; elle reflète une évolution réelle des perceptions.

Quels pays ont le plus progressé depuis l'année dernière?

En exprimant les mêmes réserves et en s'appuyant sur les données de sources utilisées de façon constante pour établir l'Indice, on peut constater une amélioration pour l'Autriche, la Belgique, la Colombie, la France, l'Allemagne, l'Irlande, la Malaisie, la Norvège et la Tunisie.

Sources des enquêtes pour l'Indice de perceptions de la corruption de TI (IPC) 2003

ombre	1	2	3
source	Forum économique mondial		
om	Rapport sur la compétitivité mondiale		
nnée	2001	2002	2003
ressse Internet	www.weforum.org		
roupe sondé	Hauts dirigeants mondiaux : sociétés nationales et internationales		
ujet abordé	Les paiements supplémentaires non documentés en rapport avec des permis d'importation et d'exportation, des services et marchés publics, des licences commerciales, des paiements d'impôts ou des demandes de prêts sont courants/pas courants.	Questions de la case de gauche plus les paiements liés à des règlements et des décisions judiciaires favorables	
bre de réponses	4 022	Environ 4 600	7 741
ne couverte	59 pays	76 pays	102 pays
ombre	4	5	6
source	Institute for Management Development, IMD, Suisse		
om	World Competitiveness Yearbook		
nnée	2001	2002	2003
ressse Internet	www.imd.ch		
roupe sondé	Cadres dirigeants supérieurs et moyens : sociétés nationales et internationales		
ujet abordé	Pots-de-vin et corruption dans le secteur public	Pots-de-vin et corruption dans l'économie	
bre de réponses	3 678	3 532	> 4000
ne couverte	49 pays	49 pays	51 pays
ombre	7	8	
source	Information International	Banque mondiale	
om	Survey of Middle Eastern Businesspeople	World Business Environment Survey	
nnée	2003	2001	
ressse Internet	www.information-international.com	info.worldbank.org/governance/wbes/index1.html	
roupe sondé	Cadres supérieurs de sociétés du Bahrein, du Liban, des EAU	Cadres supérieurs	
ujet abordé	Fréquence des pots-de-vin, coûts induits et fréquence des marchés publics accordés à des amis et parents dans les pays avoisinants?	« Fréquence des pots-de-vin » et « Corruption en tant que frein au commerce »	
bre de réponses	382 évaluations de 165 personnes interrogées	10 090	
ne couverte	31 pays	79 pays ¹	
ombre	9	10	11
source	Economist Intelligence Unit	Freedom House	World Markets Research Centre
om	Country Risk Service and Country Forecast	Nations in Transit	Risk Ratings
nnée	2003	2003	2002
ressse Internet	www.eiu.com	www.freedomhouse.org	www.wmrc.com
roupe sondé	Évaluation d'effectifs experts (expatriés)	Évaluation par experts universitaires américains/personnel de FH	Évaluation par le personnel
ujet abordé	Évaluation de l'omniprésence de la corruption (abus de charge publique à des fins personnelles ou d'un parti politique) dans la fonction publique (politiques et fonctionnaires)	Perception de la corruption dans la fonction publique, intérêts commerciaux des principaux décisionnaires, lois sur la divulgation de l'information financière et des conflits d'intérêts, et initiatives de lutte contre la corruption	Bureaucratie et probabilité de rencontrer des dirigeants corrompus. Cela comprend les pots-de-vin de petite envergure et de plus grande envergure, ainsi que la fraude à l'échelle des entreprises.
bre de réponses	Sans objet	Sans objet	Sans objet
ne couverte	139 pays	27 économies en transition	186 pays
ombre	12	13	14
source	Columbia University (CU)	Political & Economic Risk Consultancy	PricewaterhouseCoopers
om	State Capacity Survey	Asian Intelligence Issue	Opacity Index
nnée	2002	2001	2001
ressse Internet		http://www.asiarisk.com/	www.opacityindex.com/
roupe sondé	Experts résidents américains (analystes de politiques, universitaires et journalistes)	Dirigeants d'entreprises expatriés	Chefs des finances, analystes de valeurs mobilières, banquiers, personnel de PwC
ujet abordé	Gravité de la corruption au sein de l'État	Comment classez-vous la corruption en termes de sa qualité ou de sa contribution par rapport au cadre de vie ou de travail en général?	Fréquence de la corruption dans divers contextes (p. ex. pour obtenir des licences d'importation/ d'exportation ou des subventions, ou pour éviter des impôts)
bre de réponses	224	Environ 1 000	1 357
ne couverte	95 pays	14 pays	34 pays
ombre	15	16	17
source	Une banque de développement multilatéral	Gallup International au nom de Transparency International	Banque mondiale et la BERD
om	Enquête	Enquête sur la corruption	Enquête sur le milieu des affaires et la performance des entreprises
nnée	2002	2002	2002
ressse Internet		www.transparency.org/surveys/index.html#bpi	info.worldbank.org/governance/beeps2002
roupe sondé	Des experts ont été identifiés dans la banque et de multiples questionnaires chacun portant sur un pays différent) leur ont été envoyés. Environ 40 % des questionnaires ont été renvoyés.	Hauts dirigeants d'entreprises de 15 économies de marché émergentes	Hauts dirigeants d'entreprises
ujet abordé	Ampleur de l'incidence de la corruption (très grande; assez grande; assez limitée; limitée; pas de jugement)	Fréquence des pots-de-vin versés aux politiques, aux hauts fonctionnaires, et aux juges? Et dans quelle mesure les coûts associés à ces versements sont-ils un frein aux affaires?	Fréquence des « paiements additionnels » irréguliers; quel impact a la corruption sur l'exploitation et la croissance de votre entreprise?
bre de réponses	398	835	6 500
ne couverte	47 pays	21 pays	25 pays en transition

¹ L'enquête a été menée dans 81 pays, mais les données étaient insuffisantes pour deux pays.